



DÉCLARATION LIMINAIRE DES SYNDICATS DES FINANCES PUBLIQUES DE CHARENTE

1 800 suppressions à la Direction Générale des Finances Publiques, 15 en Charente. Le service public encore et toujours sacrifié. La souffrance des agents exacerbée.

Depuis des années, la Direction Générale des Finances Publiques absorbe **la grande majorité des suppressions d'emplois** dans la Fonction Publique d'État, entre 86 et 93 %. Les services sont **exsangues**, les agents en **souffrance** et les contribuables **à bout de nerfs**...

Pourtant, nous l'avons encore constaté tout au long de cette **sinistre année 2020**, le service public est le **garant de la continuité de l'État** en période de crise.

Durant cette période de pandémie, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) a permis et permet encore **aux hôpitaux et aux collectivités de fonctionner, aux agents** des 3 versants de la fonction publique **d'être payés**, aux **entreprises d'être soutenues** par la gestion, le contrôle et le **versement du fond de solidarité** ainsi que **l'octroi de délais** pour leurs échéances fiscales. Tout ceci en continuant d'exercer ses fonctions habituelles : gestion et recouvrement des impôts et taxes, gestion du fichier immobilier, du plan cadastral, etc.

Il est donc tentant de penser que la DGFIP est **indispensable à la vie de la nation**, surtout que nos dirigeants le disent **publiquement** !

En réponse à cette situation, le parlement, les représentants élus par les citoyens ont décidé de **supprimer 1 800 emplois** en 2021 au niveau national.

1 800 emplois détruits en 2021, cela porte les suppressions à près de **25 000 depuis 2010**.

En Charente, ce sont **15 emplois qui seront supprimés** cette année, plus qu'aucun autre département dans l'ex-région Poitou-Charentes. Plus que dans la plupart des Directions de taille équivalente. **Depuis 10 ans**, ce sont **plus de 200 postes** qui ont été supprimés dans le département...

C'est un **gigantesque plan social** qui se poursuit sans interruption **depuis une décennie**!

Pour **cacher la misère** de ces suppressions et la volonté délibérée de l'administration de **détruire la DGFIP**, une nouvelle réforme a été vendue aux élus et usagers : la « **démétropolisation** », renommée « **relocalisation** »

Pour répondre à la **demande explicite de services publics** des citoyens, la DGFIP a envisagé dans un premier temps de déplacer des services de Bercy. Devant l'opposition de ces services, un nouveau projet est sorti du chapeau : **créer des services ex-nihilo** dans les territoires désertés.

Une bonne idée ? Enfin nos dirigeants répondent aux demandes des citoyens ? **Pas si sûr !** Ces services nouvellement créés, auront vocation à servir de **soutien technique aux services locaux** déjà en souffrance ou seront **uniquement des centres d'appel** pour les particuliers et les professionnels.

Ces services auront une **compétence nationale et non locale**. De plus **ils n'auront pas vocation à accueillir du public** et ne renseigneront pas forcément les usagers du département où ils sont implantés.

La **valeur ajoutée** en matière de service public **sera donc nulle**. Pire, ces services servant de vitrine, ils seront dotés en **personnels venant des services locaux** puisque il n'est absolument pas dans l'air du temps de créer des emplois à la DGFIP.

On ne peut que craindre **une nouvelle dégradation du service rendu** au public et de plus en plus d'agents en très grande souffrance.

L'ensemble des Français est **unanime** pour reconnaître **le caractère essentiel de notre administration**, son importance tant dans **le soutien de l'économie que sur la cohésion sociale**.

Il est temps que nos dirigeants **en prennent également conscience** et **prennent leurs responsabilités** en **stoppant les suppressions d'emploi** et les restructurations incessantes, en **recrutant massivement** et en **revalorisant les carrières et les rémunérations** de tous les agents publics.